

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2018			31/12/2017
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	252 620	249 815	2 805	9 348
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 656 169	1 096 303	559 866	757 440
	Autres immobilisations corporelles	1 874 201	1 536 492	337 709	696 077
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes	10 304		10 304	11 924
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts	59 577		59 577	43 382	
Autres immobilisations financières	177 282		177 282	237 219	
	TOTAL (II)	4 030 154	2 882 610	1 147 544	1 755 390
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	84 900		84 900	132 282
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	1 806 678	1 343	1 805 335	1 315 575
	Avances et Acomptes versés sur commandes	137 310		137 310	
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	678 342	4 719	673 623	1 614 138
	Autres créances	1 413 238		1 413 238	1 044 109
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				747	
DISPONIBILITES	3 171 895		3 171 895	2 026 078	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	163 885		163 885	237 188
	TOTAL (III)	7 456 247	6 062	7 450 185	6 370 117
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecart de conversion actif (VI)				4 042	
TOTAL ACTIF (I à VI)		11 486 401	2 888 672	8 597 729	8 129 548

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

87 720

62 726

1 018

235

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2018

31/12/2017

		31/12/2018	31/12/2017
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	1 565 621	559 215
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	18 086 699	11 910 105
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	(8 638 654)	
	Résultat de l'exercice	(6 755 268)	(8 638 654)
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	Total des capitaux propres	4 258 397	3 830 665
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	146 000	150 042
	Provisions pour charges	356 263	
	Total des provisions	502 263	150 042
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles	250 000	930 000
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers	300 000	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 536 770	1 539 864
	Dettes fiscales et sociales	998 580	1 026 531
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 161	5 068	
Autres dettes	333 976	42 314	
Produits constatés d'avance (1)	414 582	602 663	
	Total des dettes	3 837 069	4 146 440
	Ecarts de conversion passif		2 402
	TOTAL PASSIF	8 597 729	8 129 548
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(6 755 268,27)	(8 638 654,23)
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	3 791 320	4 008 229
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2018

31/12/2017

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	23 753	410 298	434 051	1 439 191
	Production vendue (Biens)	34 050	(185 581)	(151 531)	125 322
	Production vendue (Services et Travaux)	177 544	653 204	830 748	576 838
	Montant net du chiffre d'affaires	235 347	877 922	1 113 269	2 141 350
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			442 901	89 258
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			99 832	152 886
	Autres produits			14 733	824
	Total des produits d'exploitation (1)				1 670 734
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			431 119	1 748 578
	Variation de stock			(309 478)	(750 853)
	Achats de matières et autres approvisionnements			167 171	235 622
	Variation de stock			47 382	14 376
	Autres achats et charges externes			3 299 963	4 629 329
	Impôts, taxes et versements assimilés			183 760	203 696
	Salaires et traitements			2 899 730	3 699 605
	Charges sociales du personnel			1 280 648	1 693 261
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			480 240	523 631
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
- sur immobilisations					
- sur actif circulant				1 343	
Dotations aux provisions					
Autres charges			171 450	138 221	
Total des charges d'exploitation (2)				8 651 984	12 136 809
RESULTAT D'EXPLOITATION				(6 981 249)	(9 752 491)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2018

31/12/2017

RESULTAT D'EXPLOITATION		(6 981 249)	(9 752 491)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	678	4 474
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	4 042	1 311
	Différences positives de change	1 585	5 032
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		6 304	10 817
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		4 042
	Intérêts et charges assimilées (4)	33 897	3 082
	Différences négatives de change	3 492	13 856
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		37 389	20 979
RESULTAT FINANCIER		(31 084)	(10 162)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(7 012 334)	(9 762 653)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	7 177	3 185
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	7 177	3 185
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	242	16 841
	Sur opérations en capital	45 426	35 822
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	495 491	146 000
	Total des charges exceptionnelles	541 159	198 663
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(533 982)	(195 478)
PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES		(791 047)	(1 319 477)
TOTAL DES PRODUITS		1 684 216	2 398 320
TOTAL DES CHARGES		8 439 484	11 036 975
RESULTAT DE L'EXERCICE		(6 755 268)	(8 638 654)

- (1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) dont produits concernant les entreprises liées
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2016-07, aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **8 597 729 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 684 216 euros** et un total **charges** de **8 439 484 euros**, dégagant ainsi un **résultat** de **-6 755 268 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2018** et finit le **31/12/2018**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base:

- continuité de l'exploitation (1).
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

(1). Continuité d'exploitation

Les états financiers au 31 décembre 2018 ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation, les prévisions de trésorerie établies pour les douze prochains mois faisant apparaître une situation de trésorerie positive avec prise en compte du financement disponible par émission des ABSA approuvée par l'assemblée générale extraordinaire du 4 mars 2019.

Elles tiennent compte de la trésorerie disponible au 31 décembre 2018 qui s'élève à 3 172 K€ ainsi que des hypothèses suivantes ;

- Le tirage de 5 M€ supplémentaires disponibles au titre de l'émission d'ABSA dans le cadre du financement en quatre tranches avec Winance. Ce financement a été approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 4 mars 2019. La Société pourra mettre en œuvre ce financement sous condition de l'obtention par Winance de la dérogation à l'obligation de procéder au dépôt d'une offre publique d'acquisition en cas de dépassement du seuil de 30% de détention et dès l'obtention du visa de l'AMF sur le Prospectus déposé.

- La réalisation du budget 2019 en termes de croissance des ventes et de dépenses de R&D, marketing et ventes, frais généraux, et besoin en fonds de roulement.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes, établies dans le cadre du budget 2019, sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances et compte tenu du plan de restructuration mise en œuvre début 2019. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Faits caractéristiques de l'exercice

I - Activité commerciale

La société a réalisé un chiffre d'affaires total de 1,1 M€ au cours de l'exercice 2018 marqué par l'absence de vente de plateforme en 2018 et l'annulation de la vente d'une plateforme auprès du distributeur chinois APG avec un effet marge brute de 45 K€ impactant négativement de 225 K€ le chiffre d'affaires 2018. Ce chiffre d'affaires traduit une baisse de - 48% par rapport à l'exercice 2017 au cours duquel la vente de 5 plateformes FiberVision® avait été enregistrée en chiffre d'affaires. En revanche la société a pu placer 2 nouvelles installations en test avant acquisition, l'une aux Etats-Unis et l'autre en Australie. Retraité de l'effet des plateformes, les ventes de consommables et de services ont connu une croissance de 14%, témoignant du dynamisme du marché et de l'attractivité des nouvelles offres de service. Les revenus de collaboration R&D avec Quest Diagnostics se sont élevés à 0,4 M€.

II - Activité de Recherche et Développement

Marché de la recherche dans les industries des Sciences du Vivant (LSR) :

Marché du contrôle qualité des industries des Sciences du Vivant

Contrôle qualité dans l'édition du génome

Genomic Vision a été invitée à présenter sa technologie du peignage moléculaire comme outil de contrôle et de sécurité pour les applications d'édition du génome et le développement de thérapies géniques lors du Gene Editing Workshop en avril 2018. Ce séminaire, organisé par le National Institute of Standards and Technology (NIST) et la Food and Drug Administration (FDA), avait pour but d'explorer et d'évaluer les besoins et les standards à établir par ces organismes de réglementation pour l'ensemble des parties prenantes au sein de l'industrie, du monde académique, des agences réglementaires et d'autres acteurs engagés dans l'utilisation de l'édition du génome.

Contrôle qualité de la bioproduction

Genomic Vision a conclu en août 2018 un accord de licence sur la technologie de peignage moléculaire avec European Equity Partners (EEP) visant à créer une société de services qui développera et commercialisera la technologie du peignage moléculaire comme outil de vérification des constructions génétiques dans le cadre de bioproduction de particules virales ou de protéines recombinantes. Cet accord prévoit une première phase au cours de laquelle la preuve du concept sera établie avec une société de bioproduction à façon.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Marché des tests de réplication de l'ADN : les Biopharmas et les Centres de Recherche Académique

La technologie du peignage moléculaire permettant la caractérisation et le suivi dynamique du processus de réplication de l'ADN, la Société a mis au point un test, le test peignage de réplication de l'ADN (RCA) utilisé à la fois par des laboratoires académiques dans le cadre de recherches fondamentales sur les mécanismes de la réplication mais aussi par des laboratoires de recherche pharmaceutique (Biopharmas) intéressés par la sélection, de candidats médicaments, notamment en oncologie selon des critères d'inhibition du cycle cellulaire. Ce marché des Biopharmas est adressé par la Société au travers d'une offre de service tandis que les centres de recherche académique se tournent davantage vers l'acquisition de plateformes.

Marché des tests de diagnostic in vitro (IVD)

Accord de licence avec Phyteneo sur le test HPV en République Tchèque

Sur la base des résultats positifs de l'étude clinique EXPL-HPV-002 dans le dépistage du cancer du col de l'utérus, la société a signé en novembre 2018 un partenariat avec Phyteneo, laboratoire pharmaceutique de spécialité et de dispositifs médicaux, pour le déploiement du test HPV en République Tchèque. Phyteneo sera chargé du processus de marquage CE et des ventes en République Tchèque. Le calendrier défini prévoit l'obtention du marquage CE au 4ème trimestre 2019 permettant d'initier la commercialisation pilote en République Tchèque.

Initiation d'une collaboration pour le développement d'un test de mesure des télomères

Genomic Vision a signé en mai 2018 une collaboration stratégique avec le Children Medical Research Institute (CMRI) en Australie portant sur l'étude de la longueur des télomères. Le CMRI utilise la plateforme FiberVision® pour mesurer la longueur des télomères à la fois chez l'enfant et l'adulte en vue de développer un test de diagnostic permettant d'identifier la longueur des télomères et les risques associés afin d'adresser les traitements adéquats aux maladies les plus communes.

III - Avancement des travaux de recherche et développement

Portefeuille de tests de diagnostic in vitro (IVD)

Papillomavirus humain (HPV)

Genomic Vision a présenté les résultats définitifs de son essai clinique dans le dépistage du cancer du col de l'utérus (test HPV) en République tchèque en octobre 2018. Suite au screening de 688 patientes âgées de 25 à 65 ans, 410 d'entre elles, porteuses d'un virus HPV à haut risque, ont été enrôlées dans l'essai. Le critère principal, consistant à évaluer l'intégration du virus HPV dans le génome humain comme biomarqueur diagnostique des lésions précancéreuses, a été atteint. Les résultats finaux démontrent en effet que la valeur médiane de l'intégration virale de souches HPV à haut risque (HPV-HR) chez les patientes présentant des lésions de haut grade est 3 fois supérieure à celles ne présentant aucune lésion. Ces résultats définitifs ont été présentés à la conférence annuelle Eurogin 2018 en décembre 2018, ainsi que des résultats préliminaires sur le

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

suivi des patientes pour positionner le test d'intégration du HPV dans le génome humain comme potentiel biomarqueur pronostique du cancer du col de l'utérus.

Cancers du sein et de l'ovaire (BRCA)

L'étude BRCA 1000, menée par Genomic Vision sur la base des échantillons d'ADN fournis par Quest Diagnostics, n'a pas été finalisée, Quest Diagnostics suspendant la fourniture d'échantillons, dans un contexte de marché où l'analyse de prédisposition aux cancers héréditaires du sein n'est plus uniquement basée sur les gènes BRCA1 et BRCA2, mais sur un panel de plus de 30 gènes. Suite à l'amendement du contrat de partenariat avec Quest Diagnostics début 2018, des obligations de commercialisation par Quest Diagnostics des tests SMA, BRCA et HNPCC (Cancer colorectal héréditaire sans polypose) ont été définies. Dans ce cadre, Quest Diagnostics devait communiquer une date de lancement et mettre en œuvre, dans les 60 jours à compter de cette date, les efforts raisonnables pour commercialiser les tests sous peine de perdre les droits de leur commercialisation exclusive après notification par Genomic Vision. Dans le cas particulier des tests BRCA et HNPCC, Quest Diagnostics n'a pas notifié de date de lancement, ce qui donne à Genomic Vision l'opportunité de proposer la commercialisation de ces tests à d'autres acteurs de la biologie médicale sur le territoire nord-américain.

Atrophie musculaire spinale (SMA)

Quest Diagnostics et Genomic Vision ont étendu leur collaboration début 2018 avec un programme de recherche, co-financé par Quest Diagnostics, visant à développer un test de diagnostic des porteurs sains de SMA. L'amendement au contrat de partenariat initial a élargi la base des ventes soumises au versement des redevances afin d'y intégrer la totalité des ventes futures potentielles d'un test issu de cette collaboration. Les 2 premiers jalons du programme de recherche ont été franchis en 2018, ce programme se poursuivant jusque fin 2019 / mi 2020.

Perspectives d'utilisation du peignage moléculaire dans l'analyse du génome des plantes

Genomic Vision a signé en août 2018 un partenariat avec le Centre de Ressources Génomiques Végétales (CNRGV) de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) pour la mise au point d'une nouvelle technique d'analyse du génome végétal qui devrait permettre l'analyse et la sélection de nouvelles variétés de plantes selon certaines caractéristiques recherchées.

IV - Gestion et Finance

Financement

Au cours de 2018, Genomic Vision a utilisé la ligne de financement obligataire flexible par émission d'obligations convertibles en actions assorties de bons de souscription d'actions (OCABSA) approuvée par l'Assemblée générale des actionnaires du 5 décembre 2016 et ayant fait l'objet d'un prospectus visé par l'AMF sous le

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

numéro 17-114.

La ligne d'un montant initial total de 10 millions d'euros a été totalement utilisée à fin novembre 2018 suite au tirage en 2018 de 7 tranches pour un montant de 6,5 M€ Les 7 tranches émises ont donné lieu en outre à la création de 3 524 072 BSA au bénéfice de Bracknor. Depuis le 31 décembre 2017, 718 OCA ont été converties donnant lieu à des augmentations de capital d'un total de 10 064 062 actions, et les 25 OCA restantes ont été converties le 4 janvier 2019 conduisant à la création de 1 000 000 actions supplémentaires.

Au 4 janvier 2019, le capital de la société est donc constitué de 16 656 208 actions.

Par ailleurs, la Société a obtenu de son partenaire et actionnaire Quest Diagnostics, un prêt sans intérêt d'un montant d'environ 500K€ à l'automne 2018, remboursé partiellement pour 300K€ en décembre. Le solde doit être remboursé à échéance au 31 mars 2019. Cet emprunt a été garanti jusqu'au remboursement des sommes dues, par le nantissement des brevets, détenus ou codétenus, relatifs aux applications FSHD, SMA et Code Morse Génomique. Le montant résiduel dû au titre de ce prêt s'élève à 225 KUSD au 31 décembre 2018.

Gouvernance

Au cours de l'exercice 2018, les membres suivants du conseil de surveillance et du directoire ont démissionné de leur fonction et le conseil de surveillance, sur recommandation du comité des nominations et des rémunérations, a décidé de ne pas procéder pour l'instant à la nomination de nouveaux membres en remplacement afin de réduire les coûts de fonctionnement. Le conseil de surveillance est donc composé au 31 décembre 2018 de 5 membres et le directoire de 2 membres.

Membres du conseil de surveillance ayant mis fin à leur fonction au cours de 2018 :

Monsieur Neil Butler en date du 4 janvier 2018 ; monsieur Chalom Sayada en date du 4 juillet 2018 et monsieur Nicholas Conti, en date du 2 novembre 2018

Membre du directoire ayant mis fin à leur fonction au cours de 2018 :

Monsieur Frédéric Tarbouriech en date du 23 novembre 2018

Au 31 décembre 2018, l'effectif total de la Société s'établit à 43 personnes, contre 49 au 31 décembre 2017.

Projet de restructuration et recentrage de la stratégie sur les partenariats industriels en 2019

Afin de réduire les coûts de fonctionnement de 20% et de concentrer les ressources sur les principaux projets à valeur ajoutée, la direction de Genomic Vision a élaboré un plan de restructuration fin 2018 pour une mise en œuvre au 1er semestre 2019. Ce plan de rationalisation se déroule dans le cadre d'un recentrage de la stratégie sur les partenariats industriels et les projets à forte valeur ajoutée à court terme.

Dans le cadre du projet de restructuration mis en œuvre début 2019, la société va concentrer son activité sur le marché du contrôle qualité des industries des Sciences du Vivant avec des partenariats industriels et poursuivre

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

de manière opportuniste la commercialisation des tests de diagnostic déjà développés ou en cours de développement principalement via la recherche de partenaires.

Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture

A ce jour, aucun événement n'est intervenu depuis la clôture des comptes pouvant remettre en cause la sincérité des comptes. Les délégations de pouvoir au directoire approuvées par les actionnaires de Genomic Vision lors de l'assemblée générale extraordinaire du 4 mars 2019 permettront au directoire de mettre en œuvre le financement complémentaire dès l'obtention du visa de l'AMF sur le Prospectus déposé (pour plus de détail se référer au paragraphe continuité d'exploitation). Par ailleurs, les 25 Obligations Convertibles (OCA) ont été converties le 4 janvier 2019 conduisant à la création de 1 000 000 actions supplémentaires.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les modes et durées d'amortissement sont les suivants :

	<u>Durée</u>	<u>Mode</u>
- Concessions, brevets, licences, logiciels	1 à 3 ans	Linéaire
- Films et animations	3 ans	Linéaire
- Outillage industriel	3 à 5 ans	Linéaire
- Installations, agencements, aménagements	9 à 10 ans	Linéaire
- Matériel de bureau et informatique	3 à 6 ans	Linéaire
- Mobilier	3 à 5 ans	Linéaire

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Opérations en monnaies étrangères

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre valeur à la date de l'opération.

Les créances et dettes en monnaies étrangères existant à la clôture de l'exercice sont converties au cours en vigueur à cette date. La différence de conversion est inscrite au bilan aux postes « écarts de conversion ».

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif pour leur valeur d'acquisition.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Le coût d'acquisition est constitué :

- du prix d'achat (y compris droit et taxes non récupérables),
- des coûts directement attribuables,
- diminué des remises, rabais ou escomptes obtenus.

Les provisions pour dépréciation éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Indemnité de départ à la retraite

Les obligations liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite ont été évaluées à la date du 31/12/2018.

Ces indemnités ne font pas l'objet d'une comptabilisation mais d'une mention en engagements hors bilan.

La méthode retenue dans le cadre de cette étude est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Elle retient comme base de salaire le salaire de fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Le coût des droits constitués ainsi calculé est ensuite actualisé en fonction des hypothèses de mortalité et de rotation du personnel, d'une probabilité de départ à l'âge légal et de la politique salariale.

Subventions et avances conditionnées

La société bénéficie d'un certain nombre d'aides, sous forme de subventions ou d'avances conditionnées.

Les subventions d'exploitation obtenues sous conditions suspensives, ne sont comptabilisées que lors de la levée des conditions et lorsqu'elles seront encaissées.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le fait générateur de la comptabilisation du chiffre d'affaires (services) est constaté en fonction d'étapes prévues au contrat. Ces étapes font l'objet d'une validation par un comité scientifique.

Les produits provenant de la vente de biens sont comptabilisés lorsque les biens sont livrés et que les

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

titres de propriété sont transférés.

- Vente d'équipements et consommables

Il s'agit de ventes permettant l'accès et l'utilisation de la technologie du peignage moléculaire notamment sur les marchés du diagnostic et de la recherche. Ces ventes sont enregistrées au moment du transfert de propriétés des équipements et consommables, principalement quand les biens sont livrés. Les contrats de vente de plateforme peuvent prévoir des clauses de retour, sous certaines conditions, la Société analysant alors la probabilité d'occurrence du risque de retour dans le cadre de la reconnaissance du chiffre d'affaires compte tenu de la connaissance du client et des faits existants à la clôture.

- Vente de maintenance et de logiciels

La maintenance des équipements : chaque plateforme installée dispose d'un contrat de maintenance annuelle permettant d'assurer un fonctionnement optimal des installations pour les utilisateurs. La licence des logiciels : les plateformes fonctionnent avec des logiciels puissants de traitement d'image et de « data storage », les logiciels sont dédiés à chaque application (FSHD, GMC, RCA...). Les clients doivent mettre à jour annuellement leurs licences pour accéder à ces solutions, les licences étant facturées pour un nombre donné d'utilisateurs. Les ventes de contrat de maintenance et de licences pour une durée d'un an sont enregistrées selon la méthode de l'avancement étalé sur l'année.

- Vente de service

La gamme de service Easy : lancés fin 2016, ces services offrent aux clients, notamment les chercheurs des laboratoires de recherche, de transmettre leurs échantillons, les experts, techniciens et ingénieurs de Genomic Vision se chargeant de réaliser, selon les options, les étapes d'acquisition et de traitement d'image (EasyScan) ou les manipulations de peignage moléculaire (EasyComb) ou un service complet avec les manipulations de peignage moléculaire, l'acquisition et le traitement d'image. Les ventes des différents services sont enregistrées selon la méthode de l'avancement.

- Royalties avec Quest

Le contrat signé avec Quest Diagnostic prévoit, lors de la phase de commercialisation des produits issus de la collaboration entre Quest et Genomic Vision, le paiement de royalties en fonction des ventes réalisées. Ces royalties sont incluses dans le chiffre d'affaires réalisé sur le « Marché du diagnostic ». Les produits des royalties provenant des ventes de tests de diagnostic par Quest sont comptabilisés au fur et à mesure des ventes réalisées par Quest chaque trimestre.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Redevance en rémunération des droits exclusifs consentis à Quest

(« Licence Fees »)

Le contrat prévoit que la Société Genomic Vision accorde à la société Quest Diagnostics une exclusivité sur l'ensemble des licences d'exploitation et de commercialisation consenties pour les tests développés dans le cadre de la collaboration de R&D.

En contrepartie de cette exclusivité, la Société Quest s'acquitte d'une redevance annuelle de 300 K€ .

Ce droit d'exclusivité est automatiquement renouvelé chaque année, dès lors que la société Quest s'acquitte du règlement de cette redevance.

La Redevance en rémunération de l'exclusivité couvre la période du 1^{er} novembre au 31 octobre de l'année suivante. Elle est facturée chaque année en novembre et comptabilisée selon un étalement sur la période annuelle d'exclusivité.

- Milestone en rémunération des livrables validés

Le contrat prévoit que les livrables décrits dans les programmes de développement sélectionnés par Quest soient validés par un comité scientifique issu du comité de pilotage paritaire Quest Diagnostics/Genomic Vision.

Dès lors que cette validation est obtenue, la société Quest verse le Milestone prévu au contrat.

Le Milestone des livrables, acquis dès la validation par le comité scientifique, est comptabilisé dès la date de validation, dans la mesure où il rémunère la prestation des services rendus jusqu'à cette date.

Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi

En vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013, le crédit impôt compétitivité emploi a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement.

La société a opté pour le traitement comptable suivant en matière de crédit impôt compétitivité emploi à compter de cet exercice.

Le CICE est comptabilisé en déduction des charges de personnel conformément à l'avis ANC.

Conformément aux dispositions de l'article 76 de la Loi de Finances pour 2016, nous précisons que notre entité utilise le CICE à travers notamment des efforts :

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- en matière d'investissement,
- de recherche, d'innovation,
- de formation et de recrutement,
- de prospection de nouveaux marchés,
- et de reconstitution du fonds de roulement.

Crédit d'Impôt Recherche

Des crédits d'impôt recherche sont octroyés aux entreprises par l'Etat français afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient des dépenses remplissant les critères requis bénéficient d'un crédit d'impôt qui peut être utilisé pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de réalisation des dépenses et des trois exercices suivants ou, le cas échéant, être remboursé pour sa part excédentaire.

Crédit d'Impôt Innovation

Le crédit d'impôt innovation est un dispositif d'aide aux entreprises innovantes instauré par la loi de finances 2013 qui complète le crédit d'impôt recherche. Il a pour objectif de soutenir les PME qui engagent des dépenses spécifiques pour innover.

Les dépenses concernées par le crédit impôt innovation sont celles des opérations de conception de prototypes de nouveaux produits ou d'installations pilotes de nouveaux produits.

Le crédit d'impôt innovation se déduit de l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses ont été réalisées après la prise en compte des prélèvements et des autres crédits d'impôt.

Le crédit excédentaire peut être utilisé pour le paiement de l'impôt les 3 années suivant celle qui ouvre les droits au crédit d'impôt. A l'issue de cette période, la fraction non utilisée est remboursée.

Les PME au sens communautaire peuvent obtenir le remboursement immédiat de la créance si elles en font la demande.

Frais d'augmentation de capital

Les frais d'augmentation de capital sont imputés sur le montant des primes d'émission afférentes à l'augmentation de capital.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche et développement sont intégralement passées en charges l'exercice où elles ont été engagées.

ANNEXE - Elément 2

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2018
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						
Autres	252 620					252 620
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	252 620					252 620
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels	1 623 854		32 315			1 656 169
Instal., agencement, aménagement divers	1 003 482		13 939			1 017 421
Matériel de transport						
Matériel de bureau, mobilier	846 049		10 731			856 780
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes	11 924		10 304		11 924	10 304
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 485 309		67 289		11 924	3 540 675
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	280 601		824 471		868 213	236 859
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	280 601		824 471		868 213	236 859
TOTAL	4 018 531		891 760		880 137	4 030 154

Au 31 décembre 2018, les immobilisations corporelles incluent les scanners (instruments conçus par la Société et dédiés au Peignage Moléculaire) propriété de Genomic Vision et mis à disposition de tiers (clients actuels ou futurs ou laboratoires avec laquelle la Société collabore) ou utilisés par Genomic Vision elle-même.

Les scanners qui ne sont pas encore mis en service et dont l'affectation n'est pas encore décidée (vente, mise à disposition ou utilisation interne) sont comptabilisés en stock de marchandises.

ANNEXE - Elément 3

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2018
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	243 272	6 543		249 815
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	243 272	6 543		249 815
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	866 415	229 888		1 096 303
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	567 782	109 075		676 857
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier Emballages récupérables et divers	585 672	134 734		720 407
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 019 869	473 697		2 493 566	
TOTAL		2 263 141	480 240		2 743 381

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Dotations			Reprises			
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

ANNEXE - Elément 4

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2018
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	146 000			146 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change	4 042		4 042	
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres		356 263		356 263	
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	150 042	356 263	4 042	502 263
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations		139 229		139 229
	{ incorporelles				
	{ corporelles				
	{ des titres mis en équivalence				
	{ titres de participation				
{ autres immo. financières					
Sur stocks et en-cours	1 343			1 343	
Sur comptes clients	4 140	579		4 719	
Autres					
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	5 483	139 808		145 291
TOTAL GENERAL		155 525	496 071	4 042	647 554

Dont dotations et reprises	<ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 	579	4 042	
		495 491		

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Une provision pour restructuration d'un montant de 495 K€ a été comptabilisée couvrant une partie sociale (suppression de 9 à 10 postes pour motif économique) pour 356 K€ et une partie liée aux locaux pour dépréciation exceptionnelle des agencements du 1er étage pour 139 K€.

ANNEXE - Élément 5

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2018	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)	59 577		59 577
	Autres immobilisations financières	177 282	87 720	89 562
	Clients douteux ou litigieux	8 562	8 562	
	Autres créances clients	669 780	669 780	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	4 949	4 949	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	10 450	10 450	
	Impôts sur les bénéfices	827 370	827 370	
	Taxes sur la valeur ajoutée	368 050	368 050	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	4 915	4 915	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	334 814	334 814	
	Charges constatées d'avances	163 885	162 867	1 018
		TOTAL DES CREANCES	2 629 634	2 479 476
(1) Prêts accordés en cours d'exercice		16 195		
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2018	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)	250 000	250 000		
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	300 000	300 000		
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 536 770	1 536 770		
	Personnel et comptes rattachés	431 129	431 129		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	475 750	475 750		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	28 433	28 433		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	63 269	63 269		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 161	3 161		
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	333 976	333 976		
	Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	414 582	368 832	45 749		
	TOTAL DES DETTES	3 837 069	3 791 320	45 749	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		300 000			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

ANNEXE - Élément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2018

		31/12/2018
Total des Produits à recevoir		93 069
Autres créances clients		46 014
<i>FACTURES A ETABLIR</i>	46 014	
Autres créances		47 055
<i>Produits à recevoir</i>	4 915	
<i>CREANCE SUBV.TEL AVIV BEYOND S</i>	21 141	
<i>ANRT CONVENTION CIFRE DA CRUZ</i>	21 000	

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2018

Total des Charges à payer		1 618 327
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		724 797
<i>Fournisseurs factures non parv</i>	724 797	
Dettes fiscales et sociales		639 076
<i>PROV.CONGES PAYES</i>	109 944	
<i>Provisions RTT</i>	4 970	
<i>PROV.PRIMES ET INDEMNITES</i>	315 079	
<i>MAISON DES ARTISTES</i>	81	
<i>Prov.ch/cp</i>	50 668	
<i>PROV.CH/RTT</i>	2 375	
<i>PROV.CH/PRIMES</i>	96 189	
<i>AUTRES CHARGES A PAYER</i>	10 522	
<i>FPC</i>	29 773	
<i>TAXE APPRENTISSAGE</i>	19 474	
Dettes fournisseurs d'immobilisation		3 161
<i>FNP sur immobilisations</i>	3 161	
Autres dettes		251 294
<i>AVOIRS A ETABLIR</i>	230 378	
<i>CHARGE A PAYER FRANCHISE</i>	20 916	

ANNEXE - Élément 6.12

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2018
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			163 885
Cotisations		25 000	
Locations		3 165	
Fournitures de Bureau		788	
Charges locatives		110 353	
Maintenance		1 018	
Assurances		11 774	
Conférences-Forums		11 788	
Honoraires			
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			163 885

ANNEXE - Elément 6.12

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2018
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			414 582
Subvention TEL AVIV UNIVERSITY		60 999	
Participation financière (1)		56 297	
Redevance annuelle QUEST		250 000	
Prestations de services (maintenance, licence, formation)		47 286	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			414 582

(1) Les travaux d'agencement des nouveaux locaux de BAGNEUX ont fait l'objet d'une participation financière en 2011 de la part du propriétaire pour un montant de 320 000 euros. Cette participation a été portée en totalité en compte de "produits constatés d'avance" et étalée sur la durée du bail (9 ans).

ANNEXE - Elément 8

Engagements financiers

Etat exprimé en euros	31/12/2018	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties Société Générale envers le bailleur SELECTINVEST 1			174 302
			174 302
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés Engagement en matière de retraite des salariés		219 583	
		219 583	
Autres engagements Nantissement d'un compte à terme Croissance + 5 ans Cession de la créance crédit impot recherche du 1er janvier au 31 décembre 2017 Nantissement des brevets, détenus ou co-détenus-FSHD-SMA-Code Morse 225KU		174 032 88 604 196 507	
		459 143	
Total des engagements financiers (1)		678 726	174 302
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées			

Nantissement des brevets, détenus ou co-détenus, FSHD, SMA et Code Morse génomique pour garantir le prêt sans intérêt accordé par Quest Diagnostics, d'un montant résiduel de 225 KUSD au 31 décembre 2018.

ANNEXE - Elément 6.14

Capital social

Etat exprimé en euros

	31/12/2018	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	5 592 146,00	0,1000	559 214,60
	Emises pendant l'exercice	10 064 062,00	0,1000	1 006 406,20
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice	15 656 208,00	0,1000	1 565 620,80

A la clôture de l'exercice, le capital de la Société est composé de 15 656 208 actions ordinaires, de valeur nominale de 0,10 €,

Variations des Capitaux Propres

Etat exprimé en euros	Capitaux propres clôture 31/12/2017	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/2018
Capital social	559 215			1 006 406	1 565 621
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	11 910 105			6 176 594	18 086 699
Ecart de réévaluation					
Réserve légale					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves					
Report à nouveau		(8 638 654)			(8 638 654)
Résultat de l'exercice	(8 638 654)	8 638 654		(6 755 268)	(6 755 268)
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	3 830 665			427 732	4 258 397

Date de l'assemblée générale 19/06/2018

Dividendes attribués

¹ dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 3 830 665

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 3 830 665

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure 427 732

ANNEXE - Elément 13

Effectif moyen

	31/12/2018	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE			
Cadres & professions intellectuelles supérieures		28	
Professions intermédiaires			
Employés		18	
Ouvriers			
TOTAL		46	

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Trésorerie et équivalents de trésorerie :

Les instruments financiers à court terme sont composés de comptes à termes. Ils constituent ainsi des actifs financiers évalués à la juste valeur.

Ces instruments financiers incluent des titres donnés en nantissement à la Société Générale dans le cadre de la caution accordée par cette dernière au bailleur des locaux pour un montant de 174 K€.

Crédit d'impôt recherche :

La société a reçu le remboursement du crédit impôt recherche sur toutes les années antérieures au cours de l'année suivant la clôture des exercices concernés.

Un crédit d'impôt recherche d'un montant de 779 991 euros a été constaté sur l'exercice 2018 selon les règles en vigueur.

En 2017, la société a mis en œuvre le pré-financement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt innovation en signant un contrat de cession de la créance à un fonds dédié. Au 31 décembre 2018, le solde relatif à cette créance s'élève à 89 604 euros.

Cette opération de pré-financement n'a pas été reconduite en 2018.

Crédit d'impôt innovation :

Un crédit d'impôt innovation d'un montant de 11 056 euros a été constaté sur l'exercice 2018 selon les règles en vigueur.

Crédit d'impôt compétitivité emploi :

Un crédit d'impôt compétitivité emploi d'un montant de 36 323 euros a été constaté sur l'exercice 2018 selon les règles en vigueur.

Indemnités de fin de carrière :

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite se chiffrent à 219 583 euros au 31 décembre 2018.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

La méthode retenue dans le cadre de cette évaluation est **la méthode des unités de crédits projetées (ou méthode du prorata des droits au terme)**.

Cette méthode consiste à :

- Evaluer les flux futurs probables en se basant sur les hypothèses d'évolution des rémunérations, les droits exigibles au moment du départ à la retraite et les probabilités de présence dans l'entreprise;
- Actualiser ces flux à la date d'évaluation afin d'obtenir la valeur actuelle probable des flux futurs (VAP).
- Proratiser la valeur actuelle probable des flux futurs afin d'obtenir la dette actuarielle (Valeur actualisée de l'obligation). Le calcul est effectué salarié par salarié. L'engagement total de l'entreprise correspond à la somme des engagements individuels.

Les principales hypothèses retenues dans le calcul des engagements à la retraite sont les suivants :

- Variables Economiques :

- * Taux d'actualisation : 1.57%,
- * Revalorisation des salaires : 2%
- * Charges sociales patronales : 49.90% pour les cadres et 48.20% pour les non cadres,
- * Contribution employeur : 50%,
- * Obligation définies par la convention collective Industrie Pharmaceutique

- Variables Démographiques :

- * Taux de rotation du personnel : Fort pour les cadres et extrêmement fort pour les non cadres,
- * Table de mortalité : INSEE 2017,
- * Ventilation des départs à la retraite volontaire : 100%,
- * Âge de départ en retraite : 62 ans.

Honoraires commissaires aux comptes :

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice au titre de la certification des comptes est de 30 000 euros.

Les honoraires afférents aux autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes sont de 21 700 euros.

Déficit fiscal reportable :

Le total du déficit fiscal restant à reporter au 31 décembre 2018 est de 55 095 618 euros.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Rémunération globale des mandataires sociaux (membres du conseil de surveillance et du directoire) :

La rémunération globale versée aux organes d'administration et de surveillance s'élève à 677 K€ au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

Parties liées :

La direction n'a pas identifié de transactions présentant une importance significative et n'étant pas conclues à des conditions normales du marché.

Suivi des bons :

Tableau de suivi des attributions de bons donnant accès au capital et calcul de l'effet de la dilution potentielle au 31/12/2018 :

Dénomination	Nombre de bons autorisés	Décision d'autorisation	Nombre de bons émis	Nombre de bons souscrits	Prix du bon	Nombre de bons caducs	Nombre de bons exercés	Nombre en circulation	Date limite d'exercice	Nombre d'actions à souscrire	Prix de souscription de l'action	Montant maximal de l'augmentation des capitaux propres
BCE 2005-1	87 464	18/11/05	87 464	87 464	gratuit	43 732	0	43 732	14/11/23	43 732	3,43 €	150 000,76 €
BCE 2010-1	222 820	2/11/10	193 820	193 820	gratuit	59 753	5 827	128 240	30/04/19	128 240	8,58 €	1 100 286,38 €
BCE 2016-1	550 000	30/6/15	494 000	490 500	gratuit	239 000		251 500	20/05/26	251 500	7,90 €	1 986 850,00 €
BCE 2016-2	580 000	23/6/16	159 577	159 577	gratuit	40 000		119 577	14/12/26	119 577	4,50 €	538 096,50 €
BCE 2017-1	580 000	23/6/16	53 500	53 500	gratuit	3 500		50 000	10/05/27	50 000	2,93 €	146 500,00 €
BCE 2017-2	580 000	23/6/16	30 000	30 000	gratuit	0		30 000	01/01/28	30 000	2,93 €	87 900,00 €
TOTAL	2 600 284		1 018 361	1 014 861		385 985	5 827	623 049		623 049		4 009 633,64 €

Dénomination	Nombre de bons autorisés	Décision d'autorisation	Nombre de bons émis	Nombre de bons souscrits	Prix du bon	Nombre de bons caducs	Nombre de bons exercés	Nombre en circulation	Date limite d'exercice	Nombre d'actions à souscrire	Prix de souscription de l'action	Montant maximal de l'augmentation des capitaux propres
BSA 2010-2	11 728	2/11/10	10 000	10 000	0,40 €	10 000	0	0	30/04/19	0	8,58 €	- €
BSA 2016-1	550 000	30/6/15	18 500	18 500	0,40 €	8 500		10 000	20/05/26	10 000	7,90 €	79 000,00 €
TOTAL	561 728		28 500	28 500		10 000	0	10 000		10 000		79 000,00 €

ANNEXE - Elément supplémentaire

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Dénomination	Nombre de bons autorisés	Décision d'autorisation	Nombre de bons émis	Nombre de bons souscrits	Prix du bon	Nombre de bons caducs	Nombre de bons exercés	Nombre en circulation	Date limite d'exercice	Nombre d'actions à souscrire	Prix de souscription de l'action	Montant maximal de l'augmentation des capitaux propres
	50 000 000	05/12/2016										
BSA Tranche 1			62 972	62 972	N/A	0	0	62 972	28/03/22	62 972	3,97 €	249 998,84 €
BSA Tranche 2			83 612	83 612	N/A	0	0	83 612	12/05/22	83 612	2,99 €	249 999,88 €
BSA Tranche 3			56 053	56 053	N/A	0	0	56 053	22/06/22	56 053	4,46 €	249 996,38 €
BSA Tranche 4			78 369	78 369	N/A	0	0	78 369	23/08/22	78 369	3,19 €	249 997,11 €
BSA Tranche 5			96 525	96 525	N/A	0	0	96 525	10/10/22	96 525	2,59 €	249 999,75 €
BSA Tranche 6			142 857	142 857	N/A	0	0	142 857	19/12/22	142 857	3,50 €	499 999,50 €
BSA Tranche 7			166 666	166 666	N/A	0	0	166 666	20/02/23	166 666	3,00 €	499 998,00 €
BSA Tranche 8			230 414	230 414	N/A	0	0	230 414	25/04/23	230 414	2,17 €	499 998,38 €
BSA Tranche 9			485 436	485 436	N/A	0	0	485 436	18/07/23	485 436	1,03 €	499 999,08 €
BSA Tranche			561 797	561 797	N/A	0	0	561 797	20/08/23	561 797	0,89 €	499 999,33 €
BSA Tranche			471 698	471 698	N/A	0	0	471 698	10/10/23	471 698	1,06 €	499 999,88 €
BSA Tranche			471 698	471 698	N/A	0	0	471 698	19/11/23	471 698	0,53 €	249 999,94 €
BSA Tranche			1 136 363	1 136 363	N/A	0	0	1 136 363	28/11/23	1 136 363	0,44 €	499 999,72 €
TOTAL	50 000 000		4 044 460	4 044 460		0	0	4 044 460		4 044 460		4 999 986